
LEBEAU, Yann, NIANE, Boubacar, PIROU, Anne & DE SAINT MARTIN, Monique (dir.). — *État et acteurs émergents en Afrique*. Paris, Karthala-IFRA, 2003, 351 p.

Camilla Strandsbjerg



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/4979>

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

ISBN : 978-2-7132-2047-0

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Camilla Strandsbjerg, « LEBEAU, Yann, NIANE, Boubacar, PIROU, Anne & DE SAINT MARTIN, Monique (dir.). — *État et acteurs émergents en Afrique*. Paris, Karthala-IFRA, 2003, 351 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 177 | 2005, mis en ligne le 11 avril 2005, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/4979>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Cahiers d'Études africaines

LEBEAU, Yann, NIANE, Boubacar, P
IROU, Anne & DE SAINT MARTIN,
Monique (dir.). — *État et acteurs
émergents en Afrique*. Paris, Karthala-
IFRA, 2003, 351 p.

Camilla Strandsbjerg

- 1 L'ouvrage collectif « État et acteurs émergents en Afrique » est le fruit d'un colloque du même titre qui s'est tenu à Paris en novembre 2000 à l'École des hautes études en sciences sociales, en coopération avec l'IFRA et la MSH. Cette rencontre regroupait trois réseaux de recherches transdisciplinaires et transnationaux, formés autour des thèmes suivants : « La formation des élites et la culture transnationale » ; « Les jeunes et la formation des élites » et « La formation des élites et restructuration des universités en Afrique subsaharienne ». Ces échanges ont ensuite donné lieu à la création d'un réseau de recherche commun regroupant chercheurs européens et africains autour du thème principal du colloque.
- 2 Présentant à la fois des travaux d'africanistes et de « non-africanistes » venus de champs disciplinaires divers (sociologie, histoire, anthropologie et économie), ce livre constitue une approche innovante face aux nombreux écrits, essentiellement en science politique, sur l'État et les transitions démocratiques en Afrique cette dernière décennie. Cet ouvrage se veut une tentative d'étudier les transfigurations sociales intervenues suite aux transformations politiques des années 1990 : la libéralisation politique et économique accompagnée des programmes d'ajustement structurel et la reconfiguration de l'État qui s'en est suivie, bref des nouveaux contextes d'États et de sociétés en Afrique ont remplacé ceux des régimes autoritaires à partir de la fin des années 1980. Partant de l'idée qu'« aux modifications des prérogatives de l'État ont correspondu l'émergence de nouveaux acteurs et une redistribution des pouvoirs à la fois dans le champ étatique et dans les relations de l'État à la société civile » (p. 26), les auteurs s'étaient donné comme objectif

de « s'interroger sur le rapport entre État et acteurs émergents » (p. 8). Ce rapport tout à fait essentiel n'apparaît cependant pas très clairement dans les seize études de terrain présentées. La majorité d'entre elles s'intéressent davantage aux « acteurs émergents » et à leur domaine d'activité respectif qu'à leur relation avec l'État, et ce n'est que dans quelques rares cas que celle-ci est placée clairement au cœur de la problématique. Ce manque de clarté entre titre et contenu se reflète malheureusement tout au long de l'ouvrage qui aurait gagné en intérêt et pertinence si la rédaction avait été centrée autour de problématiques communes plus approfondies.

- 3 L'ouvrage est organisé en quatre parties, chacune précédée d'une petite introduction : 1) « La distribution et redistribution des pouvoirs » ; 2) « Privatisation des États et/ou privatisation de la relation à l'État » ; 3) « Logiques transnationales » et 4) « La coopération internationale, l'État et le local ». La plupart des auteurs se sont focalisés sur l'étude de différentes formes d'associations (syndicale, professionnelle, estudiantine, etc.). Les syndicats sont étudiés à la fois dans une perspective générale sur le thème des « Relations entre État et syndicats au Nigeria » (chapitre 3, Adésina), analysant les effets répressifs, indirects, de la libéralisation politique et économique sur les droits syndicaux ; et plus spécifiquement sur les transformations de bases (ethniques) de l'organisation des universitaires au Nigeria (chapitre 6, Lebeau), ou bien encore en présentant les dimensions transnationales du syndicalisme africain, notamment ses relations historiques avec la France (chapitre 10, Wagner). Le cas des commerçants des marchés à Ibadan au Nigeria illustre les relations entre associations professionnelles et leurs relations avec les pouvoirs publics locaux (chapitre 8, Humarau). L'analyse des mouvements d'étudiants universitaires au Sénégal (chapitre 2, Ly) nous montre comment le renouvellement de ses bases d'organisation (ethniques) a favorisé un retour aux identités locales. Enfin, dans une perspective plus générale, Niane s'interroge sur le pouvoir des ong au Sénégal, les considérant comme un pouvoir public et un « contre pouvoir » (chapitre 4).
- 4 Les élites intellectuelles ne sont pas seulement abordées dans le contexte des syndicats, mais également sous l'angle de la « diaspora intellectuelle » (chapitre 11, Gueye et chapitre 12, Garcia Jr.) et en fonction de l'émergence d'un secteur d'enseignement privé, dans les cas de l'Algérie (chapitre 5, Haddab) et du Mozambique (Broady et Palme).
- 5 La quatrième partie du livre sur la coopération internationale s'intéresse à la fois aux institutions internationales dans une perspective économique et sociologique assez normative (chapitre 13, Sindzingre), et aux contextes locaux, en explorant de manière plus innovante le rôle de l'intervention humanitaire des ONG « amicales » entre la France et le Burkina (chapitre 15, Pinçon et Pinçon-Charlot), et la position des ONG de « développement » en tant que pouvoir local. (chapitre 14, Leclerc-Olive).
- 6 Les études correspondant le mieux au titre de l'ouvrage sont d'abord celle sur le phénomène de « courtiers et rabatteurs de l'État », de Blundo, étudiant les intermédiaires dans les transactions entre le public et l'État sénégalais, et ensuite, celle sur la Conférence nationale du Congo-Brazzaville (chapitre 1, Kouvouama). Cette dernière, tout en montrant la diversité des nouveaux acteurs, aurait cependant gagné à évaluer justement la question de l'irruption de nouveaux acteurs de la société civile sur la scène politique, en regard de l'échec ultérieur du processus de la conférence.
- 7 Ainsi, la grande majorité des contributions ont « réintroduit [...] la perspective sociologique dans l'approche de l'État » (p. 8), en prenant leur point de départ non pas au

niveau des acteurs individuels mais au niveau des acteurs collectifs, des groupes institués, en étudiant les syndicats, les associations diverses, les écoles privées, les ong ou les institutions internationales de développement. Il est clair que toutes ces structures d'organisation présentent un domaine très riche permettant d'illustrer certaines transformations des sociétés en Afrique, notamment les effets de la libéralisation politique et économique au sein des sociétés concernées, comme le mentionnent aussi les coordinateurs de l'ouvrage. Cependant, lorsqu'il s'agit d'étudier précisément les acteurs émergents et leur rapport avec l'État, on peut se demander si une approche restreinte aux groupes institués ne risque pas de brouiller la compréhension des dynamiques complexes en question.

- 8 En effet, de manière générale, l'ouvrage semble souffrir d'un manque de rigueur conceptuelle. Pour étudier l'État et les acteurs émergents, ne faudrait-il pas d'abord préciser ce qu'on entend par acteurs ? Parle-t-on d'acteurs individus ou d'acteurs collectifs ? En quoi sont-ils émergents ? Et pour étudier ce thème, quelle est la perspective adoptée sur le rapport entre l'État et la société civile ? À ce propos, tout en soulignant « la flexibilité de la notion de société civile [...] » (p. 28), l'ensemble des chapitres semble être guidé par une approche assez normative, considérant l'État et la société civile dans une opposition binaire. Les auteurs s'inscrivent plus ou moins explicitement dans une perspective de « la fin de la société d'État », (Copans, p. 13), ou de « contournement, ou l'affaiblissement de l'État » (avant-propos collectif, p. 4). Dans le même temps, les coordinateurs soulignent « la persistance de l'État, y compris dans les stratégies les plus antiétatiques » (p. 28). Ainsi, on se demande quelle est la position ou les positions de l'ouvrage par rapport à ces questions classiques qui ont occupé non seulement les politologues, mais aussi des disciplines voisines. Plusieurs auteurs font ainsi référence à l'ouvrage de B. Hibou dont l'hypothèse va plutôt à l'encontre de l'ouvrage, en insistant sur le fait que la « privatisation de l'État » ne constitue pas un affaiblissement de l'État, mais « une multiplication des points d'exercice du pouvoir étatique »¹. Ajoutons toutefois que les questions qui guident B. Hibou dans sa démarche ne sont pas celles qui occupent les auteurs de l'ouvrage en question ici. Cependant, ne précisant pas clairement la perspective d'analyse, ni dans les contributions individuelles, ni dans l'introduction générale — qui devrait normalement servir à ce propos —, l'approche normative apparaît au cours du livre comme une perspective d'analyse implicite que les auteurs ne cherchent ni à justifier ni à mettre en question.
- 9 L'absence de véritable discussion conceptuelle et de prise de position théorique est assez gênante pour la lecture d'analyses empiriques ayant pour but de s'interroger justement sur l'État et les acteurs émergents. On se demande en effet quel est le rapport entre acteur et institution(s). L'État, c'est quoi et c'est qui ? Est-ce que l'État n'est pas aussi, comme le dit B. Hibou, les individus qui sont au pouvoir ? Ainsi, « pour comprendre l'État il faut comprendre les gens au pouvoir » (Hibou 1999 : 36). Quoi qu'il en soit, il semble qu'en suivant les parcours individuels des acteurs, qui ont souvent une double ou triple appartenance institutionnelle (par exemple fonctionnaire de l'État, membre d'un parti politique et président d'une ONG locale « de développement »), on découvre non seulement de nouvelles relations qui se créent entre l'État et ladite « société civile », mais aussi des dynamiques d'émergence : les acteurs nouveaux n'émergent-ils pas justement en fonction de leurs attachements institutionnels multiples ? Dans tous les cas, l'ouvrage aurait été grandement enrichi et sa lecture plus compréhensible s'il avait précisé sa position par rapport à ces questions.

- 10 S'intéressant aux « changements sociaux dans les États africains » (p. 7), on peut s'étonner que seulement deux études sur les seize contributions (la place du religieux dans la conférence nationale au Congo-Brazzaville, chapitre 1, et l'islamisation du système d'enseignement mozambicain, chapitre 9) accordent un peu d'attention à la place du religieux dans ces transformations. Il nous semble que le domaine religieux constitue non seulement un domaine en pleine expansion, en Afrique comme ailleurs, mais aussi un exemple particulièrement pertinent pour illustrer l'importance qu'il y a d'étudier les acteurs en tant qu'individus. De plus, le religieux semble être un des domaines qui fournit la nourriture idéologique que Copans recherche en se demandant à propos des diasporas intellectuelles ce « que devient l'État central sans experts de l'idéologique et du signifiant » (p. 13). En effet, après la fin de régimes autoritaires d'inspiration marxiste, le religieux, notamment le discours pentecôtiste, semble inspirer plus d'un chef d'État africain actuel et parfois, dans certains cas, s'imposer comme une nouvelle idéologie politique.
- 11 La majorité des études de cas concerne des lieux d'observation relativement paisibles. Ainsi, le livre n'a pas intégré de réflexion sur ce que devient le pouvoir de l'appareil de l'État dans les situations d'extrême violence qui marquent de nombreux pays actuellement, ni sur les nouveaux types d'acteurs qui émergent de ces conflits.
- 12 En fin de compte, le problème majeur de l'ouvrage réside principalement dans sa présentation. L'introduction aurait dû nous fournir quelques précisions sur les concepts utilisés ainsi que sur le contexte académique dans lequel s'inscrit ce travail. En tant que lecteur, on se demande tout banalement : pourquoi ce livre ? dans quelle tradition scientifique s'inscrit-il ?, et, à la fin en cherchant, en vain, la conclusion générale, quels sont les enseignements à tirer ? De même, la liste des auteurs n'indique ni le titre, ni la discipline des chercheurs en question. Nous regrettons ainsi qu'un travail empirique si riche n'ait pas été éclairé par un travail de rédaction plus complet.
- 13 Pour conclure, s'interroger sur l'État, les acteurs émergents et les « redistributions du pouvoir » (p. 26), demande une clarification sur ce qu'on entend par ces termes. En effet, on aurait aimé savoir dans quelle mesure et de quelle manière les innovations dans les champs associatifs de ladite société civile étudiés ici remettent en question le pouvoir de l'État.

NOTES

1. Béatrice HIBOU (dir.), *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 1999, p. 39.